



Migration



Des universités se mobilisent pour mieux intégrer les réfugiés

Hiba Tahawi, 24 ans, et Pierre Kouja Makhoul, 40 ans, participent à un programme genevois qui inclut des cours dans la faculté de leur choix et des leçons de français. L'objectif est qu'ils puissent ensuite s'immatriculer et intégrer l'institution comme tous les autres étudiants.

LAURENT GUIRAUD

Les migrants ont du mal à valoriser leurs compétences. Des projets sont mis en place pour les aider. Témoignages à Genève

Caroline Zuercher

«À l'université, je suis le grand-père», plaisante Pierre Kouja Makhoul. Ce Syrien de 40 ans était informaticien à Alep. Il y possédait une entreprise, avec quatorze employés. Mais la guerre a tout détruit. Avec sa femme et leurs trois enfants, il vit en Suisse depuis quatre ans. Au bénéfice d'une admission provisoire, il a été bénévole au

Centre social protestant et a effectué un stage. Pour travailler, il lui manque toutefois une chose: un diplôme reconnu.

Pierre Kouja Makhoul participe au programme «Horizon académique». Mis en place par l'Université de Genève et le Bureau cantonal de l'intégration des étrangers (BIE), celui-ci est destiné aux réfugiés qui ont obtenu un diplôme universitaire dans leur pays d'origine ou qui ont dû stopper leurs études. Le quadragénaire, lui, a étudié l'informatique durant deux ans après son bac.

Dans le cadre d'Horizon académique, il suit des cours au sein de la Faculté des sciences de l'informatique et, en parallèle, des leçons de français. Troisième volet du projet, il est accompagné par un étudiant qui lui sert de mentor. Avec un objectif: intégrer à terme

l'université comme un étudiant traditionnel.

Pierre Kouja Makhoul parle très bien le français. Comme il est dyslexique, il a plus de peine à l'écrire. Il n'en a pas moins réussi les examens passés dans sa faculté. Pour l'instant, ces résultats n'aboutissent à aucun diplôme. Mais, s'il finit par s'immatriculer à l'UNIGE, l'informaticien pourra faire valider ces crédits. Pas facile de se relancer ainsi à 40 ans! «On dit que, pour chaque heure de cours à l'université, il faut étudier deux heures à l'extérieur. Je suis quinze heures de cours par semaine... Avec trois enfants, c'est un peu dur. Je travaille la nuit. Avec suffisamment de café, ça va.»

Une méthode différente

Hiba Tahawi participe elle aussi à



ce programme. Âgée de 24 ans, «On va y arriver, même si cela prend du temps»

Hiba Tahawi Réfugiée syrienne arrivée en Suisse il y a deux ans cette réfugiée originaire de Damas est en Suisse depuis deux ans. Elle a obtenu un bachelor en gestion des affaires dans une université privée syrienne. «J'ai demandé à mon assistante sociale comment obtenir une équivalence pour ce titre. Elle m'a conseillé de venir ici.» Pour avoir un bachelor officiellement reconnu en Suisse, elle doit en effet repasser par la case universitaire. Dans le cadre d'Horizon académique, elle a déjà suivi des cours en économie et en management.

Comment ces deux migrants se font-ils à leur nouveau milieu? «La difficulté, c'est la langue, répond Hiba Tahawi dans un français pourtant parfait. On va y arriver, même si cela prend du temps. Il faut rester motivés et penser à notre avenir.»

À ses côtés, Pierre Kouja Makhoul renchérit: «Il faut oublier ce qu'on a vécu et commencer une nouvelle vie. On n'a pas le choix, nous devons nous adapter.» La différence entre les études d'ici et de là-bas? «La méthode n'est pas la même. Chez nous, ce qu'on doit savoir est dans un livre. Ici, il faut chercher ailleurs, penser en quelque sorte à ce qui se trouve à l'extérieur de la boîte.»

Dans ses rêves, Pierre Kouja Makhoul se verrait obtenir un bachelor, un master... et, qui sait, un doctorat? glisse-t-il en riant. Hiba Tahawi vise un master en gestion de fortune. Pour eux, la première étape est de remplir les conditions pour s'immatriculer à l'université - l'une d'elles étant la maîtrise du français. Cette année de transition doit les y aider. «Ces migrants représentent un potentiel intéressant, mais ils ont besoin d'un coup de pouce pour comprendre comment évoluer dans le milieu académique», résume Mathieu Crettenand, adjoint au rectorat de l'UNIGE.

Suisses rentrés au pays

Le programme genevois a été mis en place il y a deux ans. La deuxième volée compte 42 personnes. Parmi les 35 réfugiés de l'édition 2016-2017, quinze ont pu s'immatriculer. Et des belles histoires, il y en a! L'un de ces migrants est actuellement à Exeter, au Royaume-Uni, dans le cadre du programme Erasmus. Comme il a pu faire valoir des équivalences, il devrait obtenir cette année un master en management.

Une dizaine de nationalités sont représentées dans ce programme, également soutenu par des fondations privées. Une majorité sont des Syriens, des Afghans, des Érythréens et des Iraniens. Les participants ont le choix de leur faculté: les filières aboutissant à une formation concrète comme les sciences, l'économie, l'informatique ou la traduction sont les plus prisées. L'an prochain, des personnes bénéficiant d'un permis B grâce au regroupement familial ainsi que des Suisses de retour de l'étranger pourront y participer.



Un site Internet pour aider les migrants

● En Suisse, seuls 26,4% des réfugiés et 31,1% des personnes admises provisoirement ont du travail. «Il faut investir dans la formation des réfugiés pour éviter qu'ils ne tombent durablement à l'aide sociale», plaide Martina von Arx, de l'Union nationale des étudiants de Suisse (UNES).

Il existe plusieurs programmes de soutien du même type que celui de Genève, notamment à Zurich, à Berne, à Lucerne et à Bâle. À Lausanne, les réfugiés peuvent aussi suivre les cours en tant qu'auditeurs, ainsi que des cours au sein de l'École de français langue étrangère ou de

façon plus intensive durant les vacances. Des facultés proposent en outre un système de mentorat.

Selon Martina von Arx, trois barrières empêchent toutefois l'intégration de ces étudiants: «Les services sociaux ont du mal à apporter leur soutien pour des formations de longue durée, comme les études. Avant de pouvoir s'immatriculer, la plupart de ces migrants doivent effectuer un examen préalable, dont la préparation coûte très cher. Finalement, il faudrait adapter quelques conditions d'admission. Les exigences de langue pour les réfugiés sont plus élevées que pour les jeunes

qui ont obtenu leur maturité dans un autre canton.»

Pour faire avancer les choses, l'UNES a lancé mercredi le site www.perspectives-études.ch, qui fournit des informations aux principaux concernés. Pour l'heure, ces pages sont disponibles en allemand. Le public est appelé à donner ses recommandations, et des traductions française et anglaise sont annoncées. Des ambassadeurs vont en outre relayer les revendications de l'UNES au niveau politique. Parmi eux, les conseillers nationaux zurichois Rosmarie Quadranti (PBD) et Balthasar Glättli (Les Verts). **C.Z.**